



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 juillet 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-huitième session

Point 85 de l'ordre du jour provisoire\*

### L'état de droit aux niveaux national et international

## Renforcement et coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit

### *Résumé*

Le présent rapport, établi en application de la résolution [67/97](#) de l'Assemblée générale, expose les principaux acquis de l'année écoulée en matière d'état de droit à l'échelle nationale et internationale et les difficultés rencontrées à cet égard. Il illustre les multiples et diverses activités menées par les entités des Nations Unies dans ce domaine et donne des exemples de projets et initiatives concrets visant à renforcer différentes dimensions de l'état de droit. Le rapport rend également compte des mesures prises en vue de renforcer la coordination et la cohérence de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit et présente les activités menées dans le prolongement de la Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, adoptée par l'Assemblée dans sa résolution [67/1](#).

---

\* [A/68/150](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Promotion de l'état de droit au niveau international. . . . .	3
A. Codification, élaboration et promotion d'un cadre international de normes et principes . . . . .	4
B. Cours et tribunaux internationaux . . . . .	6
C. Cours et tribunaux pénaux internationaux et hybrides . . . . .	6
D. Mécanismes d'application du principe de responsabilité et d'appui non judiciaires et du Conseil de sécurité. . . . .	7
E. Renforcement de l'état de droit au niveau régional . . . . .	9
F. L'état de droit et les menaces transnationales. . . . .	9
III. Action menée par l'ONU à l'échelle nationale en matière d'état de droit . . . . .	10
A. Cadres juridiques. . . . .	10
B. Police, justice et administration pénitentiaire. . . . .	12
C. Autres activités menées en faveur du renforcement de capacités et de la consolidation des institutions . . . . .	16
D. Justice transitionnelle . . . . .	17
E. État de droit et développement durable. . . . .	19
IV. Coordination et cohérence au niveau mondial . . . . .	20
A. Renforcement de la coordination au Siège . . . . .	20
B. Action stratégique et action commune dans les pays . . . . .	21
C. Développement des partenariats . . . . .	22
D. Renforcement de l'état de droit au sein de l'Organisation. . . . .	22
V. La voie à suivre . . . . .	23

## I. Introduction

1. Le présent rapport est établi en application de la résolution 67/97 de l'Assemblée générale, par laquelle le Secrétaire général a été prié de présenter un rapport annuel sur l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit. Il rend compte des travaux du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et du Groupe de l'aide à la promotion de l'état de droit, ainsi que des activités des membres du Groupe de coordination. Il traite également des activités d'autres entités des Nations Unies dont la mission accorde une place importante à l'état de droit. Cet élargissement des thèmes traités vise à donner une image plus fidèle de l'action menée à l'échelle du système dans le domaine de l'état de droit.

2. La soixante-septième session de l'Assemblée générale a marqué une étape importante dans l'élaboration d'une approche cohérente de l'état de droit. Lors du débat de haut niveau du 24 septembre 2012, une séance plénière a pour la première fois été consacrée au thème « L'état de droit aux niveaux national et international ». Plus de 65 présidents et ministres y ont assisté et 79 déclarations ont été prononcées par des représentants d'États Membres et d'observateurs, de la société civile et d'entités des Nations Unies; 41 États Membres et observateurs (y compris l'Union européenne et l'Organisation internationale de droit du développement) ont pris 419 engagements en vue de renforcer différents aspects de l'état de droit à l'intérieur de leurs frontières et d'aider d'autres pays ou territoires à faire de même.

3. Dans la Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, adoptée par l'Assemblée dans sa résolution 67/1, les États Membres ont réaffirmé leur attachement à l'état de droit, qui constitue « l'assise indispensable d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste ». Ils ont souligné l'interdépendance qui existait entre l'état de droit et les trois piliers de l'action de l'Organisation : paix et sécurité, droits de l'homme et développement, et ont en particulier appelé à prendre en compte l'état de droit dans le programme international de développement pour l'après-2015. Il a également été pris acte, dans la Déclaration, des nombreux engagements des États Membres annoncés en vue de consolider l'état de droit, et une invitation à prendre de nouveaux engagements dans ce sens a été lancée.

## II. Promotion de l'état de droit au niveau international

4. Au niveau international, l'état de droit confère prévisibilité et légitimité à l'action des États, en renforce l'égalité souveraine et fonde la responsabilité de l'État à l'égard de tous ceux qui se trouvent sur son territoire et relèvent de sa compétence. La pleine mise en œuvre des obligations prévues par la Charte des Nations Unies et les autres instruments internationaux, notamment ceux du cadre international de défense des droits de l'homme, est au centre de l'action menée collectivement pour maintenir la paix et la sécurité internationales, faire face aux nouvelles menaces qui se dessinent et veiller à ce que les auteurs de graves violations du droit international aient à répondre de leurs actes.

## **A. Codification, élaboration et promotion d'un cadre international de normes et principes**

5. L'ONU continue de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et la promotion de normes et principes internationaux. Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur le 5 mai 2013. Il établit une procédure de présentation au Comité de communications relatives à des violations des droits consacrés par le Pacte. Le Protocole facultatif a été ratifié à ce jour par 10 États.

6. La Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2013. Cet instrument vise à renforcer la certitude juridique et la prévisibilité commerciale de l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux.

7. Le Traité sur le commerce des armes a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution [67/234 B](#) d'avril 2013 et est ouvert à la signature jusqu'à son entrée en vigueur. De même, le 19 janvier 2013, le comité intergouvernemental de négociation chargé d'établir un instrument sur le mercure ayant force juridique sur le plan international a adopté le texte de la Convention de Minamata sur le mercure. La Convention sera présentée pour adoption et ouverte à la signature en octobre 2013.

8. L'année 2012 a marqué le trentième anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à laquelle trois nouveaux États sont devenus parties. Sept États supplémentaires ont adhéré à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Parmi les autres ratifications ou adhésions, l'on compte huit nouveaux États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; six au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants; six au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; huit au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; 13 nouveaux États contractants au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique; 12 nouveaux États contractants au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques; et quatre nouveaux États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Parmi les progrès réalisés en vue de la ratification universelle de ce dernier protocole, le renforcement de la protection juridique des enfants, notamment par l'interdiction du recrutement et de l'utilisation par les forces ou groupes armés des personnes de moins de 18 ans, fait maintenant l'objet d'un consensus international.

9. Trois États ont accédé à la Convention relative au statut des apatrides et six à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. En octobre 2012, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a publié les Principes directeurs concernant les critères et normes applicables à la détention de demandeurs d'asile et

mesures de substitution à la détention, qui aident à évaluer la nécessité de détenir un individu et à définir les garanties procédurales, les conditions de détention et les mesures de substitution à la détention. La Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala) est entrée en vigueur en décembre 2012, après avoir été ratifiée par huit États en 2012.

10. En juillet 2013, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a adopté le Règlement sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités et le Règlement d'arbitrage révisé, le Guide sur la mise en place d'un registre des sûretés réelles mobilières, le Guide pour l'incorporation et l'interprétation de la Loi type sur l'insolvabilité internationale et la quatrième partie du Guide législatif sur le droit de l'insolvabilité, portant sur les obligations des administrateurs et dirigeants d'entreprises pendant la période précédant l'insolvabilité et a pris note des modifications apportées à la Loi type sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge.

11. Le Comité contre la torture a adopté son observation générale n° 3 (2012) sur le contenu et la portée des obligations découlant de l'article 14 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants concernant le droit des victimes d'obtenir réparation (CAT/C/GC/3). Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a adopté la délibération n° 9 sur la définition et le champ d'application de la privation arbitraire de liberté dans le droit international coutumier, concluant que l'interdiction de toutes les formes de privation arbitraire de liberté constituait une norme impérative ou de *jus cogens* (A/HRC/22/44). Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a adopté des observations générales sur les enfants et les disparitions forcées (A/HRC/WGEID/98/1), ainsi que sur les femmes touchées par les disparitions forcées (A/HRC/WGEID/98/2).

12. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'emploie à formuler des recommandations générales sur les femmes en situation de conflit et d'après conflit, l'asile, le statut de réfugié et l'apatridie, ainsi que l'accès des femmes à la justice. Pour appuyer cet effort, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont organisé des consultations régionales sur la situation des femmes en période de conflit, afin de fournir au Comité des éléments d'information fondés sur les difficultés et l'expérience véritables de chaque région, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU-Femmes, le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont apporté leur appui à la tenue à Genève, en février 2013, d'un débat de portée générale sur l'accès des femmes à la justice.

13. En décembre 2012, l'Assemblée générale a adopté, par sa résolution 67/187, les principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale. Pour en favoriser l'application, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le PNUD mettent actuellement au point des outils, des études et des plans d'assistance technique.

## **B. Cours et tribunaux internationaux**

14. Le règlement judiciaire est un mécanisme important auquel les États Membres peuvent avoir recours pour régler de manière pacifique leurs différends et la Cour internationale de Justice, le principal organe judiciaire de l'ONU, est à cet égard investi d'un rôle décisif. Par son activité judiciaire, la Cour contribue pour beaucoup à clarifier et à enrichir le droit international. Elle est actuellement saisie de 11 affaires. En 2012, elle a rendu quatre décisions dans des affaires litigieuses qui lui avaient été soumises et un avis consultatif. Depuis le début de l'année 2013, la Cour a rendu une décision.

15. Le Secrétaire général a lancé une campagne visant à étendre la compétence juridictionnelle de la Cour internationale de Justice. Soixante-neuf États Membres ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour et l'Italie envisage de le faire. Le Bureau des affaires juridiques s'efforce continuellement de mieux faire connaître et comprendre le rôle de la Cour, en organisant des séminaires annuels à New York, auxquels participent des membres de la Cour et des membres de délégations. Il constitue également une base de données des réserves aux clauses compromissaires figurant dans les traités déposés auprès du Secrétaire général, afin que les États Membres puissent envisager de les retirer.

16. Le Tribunal international du droit de la mer a statué en 2012 sur quatre affaires, ayant trait à la délimitation de zones maritimes, à des demandes de mainlevée de l'immobilisation de navires et à des actions en dommages et intérêts suite à l'arraisonnement de navires. Il est actuellement saisi d'une affaire et d'une demande d'avis consultatif.

## **C. Cours et tribunaux pénaux internationaux et hybrides**

17. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale compte désormais 122 États parties, dont sept ont ratifié l'amendement relatif au crime d'agression. L'ONU continue de coopérer avec la Cour pénale internationale, en particulier en apportant un appui d'ordre logistique aux activités que la Cour mène sur le terrain et en fournissant des renseignements et éléments de preuve en réponse aux requêtes du Procureur et des avocats de la défense. Le Secrétaire général a établi des principes directeurs détaillés régissant les relations entre les représentants de l'ONU et les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une assignation délivrés par la Cour.

18. Au cours de l'année écoulée, la Cour pénale internationale a rendu sa deuxième décision, par laquelle elle a acquitté Mathieu Ngudjolo Chui des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qui pesaient contre lui. Une troisième décision est attendue prochainement en ce qui concerne l'ancien coïnculpé de M. Ngudjolo, Germain Katanga. En juillet 2012, la Cour pénale a condamné Thomas Lubanga à 14 ans d'emprisonnement après l'avoir reconnu coupable d'avoir conscrit et enrôlé des enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer activement à des hostilités en 2002 et 2003 en République démocratique du Congo. En août, dans la même affaire, la Cour a rendu sa première décision sur les principes à appliquer aux réparations en faveur des victimes. L'ONU a fourni un nombre important de renseignements et d'éléments destinés à être présentés dans le cadre de ces deux procès. Le Procureur a en outre ouvert une enquête au Mali, le huitième pays dans lequel la Cour mène une instruction, et l'Organisation prête assistance aux enquêteurs.

19. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone devrait rendre, à la fin du mois de septembre 2013 au plus tard, un jugement en appel dans l'affaire concernant l'ancien Président du Libéria, Charles Taylor, qui avait été condamné pour planification et complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Après la fermeture du Tribunal spécial, le Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone s'acquittera des fonctions restantes, telles que l'application des peines, la protection des témoins et la conservation des archives. Il importe que les États Membres apportent un appui financier au Tribunal spécial résiduel afin que celui-ci puisse s'acquitter de ses travaux.

20. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda a mené à bien tous les procès dont il avait été chargé et ne statue plus maintenant que sur des recours. Conformément au principe de complémentarité, il a déféré plusieurs affaires, notamment celles impliquant des fugitifs de moindre rang, au Rwanda pour que celui-ci entame les poursuites judiciaires adéquates. La division d'Arusha du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux est devenue opérationnelle le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et connaîtra de certains appels et affaires de refus d'obéissance aux ordres du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie continue de mener des procès et de connaître de recours. La division du Mécanisme résiduel sise à La Haye a démarré ses activités le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

21. Le procès de la deuxième affaire et l'instruction des troisième et quatrième affaires dont ont été saisies les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens se poursuivent. Ieng Sary, l'un des accusés dans le cadre de la deuxième affaire, est décédé cette année. Les Chambres extraordinaires continuent de se heurter à un manque de moyens financiers important qui risque de les empêcher de mener à bien les travaux qu'il leur reste à effectuer. Leur échec constituerait à ce stade un revers catastrophique pour la promotion de l'état de droit et la lutte contre l'impunité. L'Assemblée générale a décidé en 2003 que les Chambres extraordinaires seraient financées par des contributions volontaires. Les États Membres sont invités à respecter cette décision collective et à se manifester pour aider à financer cette initiative historique.

22. À la suite de la prorogation de son mandat l'an dernier, le Tribunal spécial pour le Liban se prépare à juger par contumace quatre personnes inculpées dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier Ministre libanais, Rafik Hariri.

#### **D. Mécanismes d'application du principe de responsabilité et d'appui non judiciaires et du Conseil de sécurité**

23. Les commissions d'enquête et missions internationales d'établissement des faits fournissent un compte rendu fiable et impartial de graves violations des droits de l'homme et formulent des recommandations susceptibles d'éviter de nouvelles violations et de contribuer à l'application du principe de responsabilité. Le Conseil des droits de l'homme a récemment prorogé, dans sa résolution 21/26, le mandat de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. La Commission a présenté son quatrième rapport au Conseil en février 2013 (A/HRC/22/59).

24. En mars 2013, le Conseil des droits de l'homme a, par sa résolution 22/13, établi une commission d'enquête sur les violations graves, systématiques et

généralisées des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. En partenariat avec l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice, mécanisme intergouvernemental, ONU-Femmes a déployé des spécialistes des crimes sexuels et sexistes auprès des commissions d'enquête sur la République arabe syrienne et la République populaire démocratique de Corée. L'Entité veille à ce que toutes les commissions disposent des compétences nécessaires, en matière d'enquêtes sur les crimes sexistes, pour s'acquitter de leur mandat.

25. Le mandat de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala a été prorogé jusqu'en septembre 2015. La Commission a été établie par le Gouvernement guatémaltèque et l'ONU, pour apporter un appui aux enquêtes menées sur les crimes qui auraient été commis par des forces de sécurité illégales et des services de sécurité clandestins et aux poursuites en justice de leurs auteurs.

26. Dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les graves violations des droits des enfants commises en temps de conflit armé, établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1612 (2005), 14 plans d'action ont été mis en œuvre par les parties à des conflits concernant neuf pays. Quatre d'entre eux ont été signés en 2012 par des parties à un conflit qui figuraient sur la liste des auteurs de graves violations jointe en annexe au rapport annuel du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé : deux en Somalie, une en République démocratique du Congo et une au Myanmar. Le plan d'action de la République démocratique du Congo est également le premier à traiter de la violence sexuelle à l'encontre des enfants en période de conflit armé. Le 17 juin 2013, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé a annoncé qu'une campagne serait menée en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin d'aider les forces de sécurité nationales à mettre fin d'ici à 2016 au recrutement d'enfants dans les conflits.

27. Conformément à l'obligation établie par la résolution 1960 (2010) du Conseil de sécurité, des parties qui, selon des indices graves et concordants, sont soupçonnées d'avoir commis des violences sexuelles répétées ont été identifiées en Côte d'Ivoire, au Mali, en République arabe syrienne, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. Afin de lutter contre la violence sexuelle en période de conflit et d'après conflit, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a signé des communiqués conjoints avec les Gouvernements de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et de la Somalie. Ces communiqués conjoints mettent l'accent sur des domaines d'action tels que l'appui à la police et au système judiciaire dans le cadre d'enquêtes et de poursuites judiciaires relatives à la violence sexuelle en période de conflit, l'assistance à la réforme législative et la prise en compte de la violence sexuelle dans la réforme du secteur de la sécurité. En outre, afin de mieux aider à examiner les questions qui se font jour dans le domaine de l'état de droit en situation de conflit, un conseiller principal pour la protection des femmes sera déployé prochainement au Soudan du Sud pour se joindre au personnel déjà présent sur place. D'autres conseillers pour la protection des femmes doivent être déployés en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali et en Somalie. Pour favoriser l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, cinq pays africains ont adopté des plans d'action nationaux, témoignant ainsi de l'importance accrue accordée aux femmes, à la paix et à la sécurité dans cette sous-région.



## **E. Renforcement de l'état de droit au niveau régional**

28. Les efforts déployés à l'échelle régionale en vue de renforcer l'état de droit permettent aux États de faire face à des difficultés et menaces communes. En 2013, l'ONUDC met en œuvre trois nouveaux programmes régionaux, en Afrique australe, en Asie du Sud et dans les Caraïbes, qui viennent s'ajouter aux sept programmes existants. Afin d'assurer leur appropriation aux niveaux régional et national, ces programmes ont été définis dans le cadre de consultations avec des experts internationaux et des gouvernements.

29. Le cadre normatif et opérationnel de prévention des atrocités criminelles a été renforcé par deux initiatives régionales : le Comité régional pour la prévention et la répression du génocide, des crimes de guerre et crimes contre l'humanité et de toutes les formes de discrimination de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Réseau latino-américain pour la prévention du génocide et des massacres à grande échelle, qui a été établi par 18 États désireux de mettre en commun de bonnes pratiques concernant la gestion du passé.

30. Depuis sa création en janvier 2012, le Centre régional de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique évalue les besoins en matière de réforme du droit commercial et recense les projets menés dans ce domaine, en vue d'en renforcer la coordination. En coopération avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre régional soutient les efforts d'harmonisation des lois relatives au commerce électronique en se fondant sur les textes de la CNUDCI. Le Centre encourage également les États de la région à adhérer à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

## **F. L'état de droit et les menaces transnationales**

31. L'ONU continue de veiller à ce que la lutte contre le terrorisme figure au premier rang de ses priorités. L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme a été établie en vue d'assurer la coordination et la cohérence de l'action menée contre le terrorisme à l'échelle du système des Nations Unies et de favoriser la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'Initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste (initiative I-ACT), qui vise à appuyer les efforts déployés par les États Membres pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale de manière intégrée et assurer une cohérence et une efficacité plus grandes de l'apport d'assistance technique, a été lancée au Burkina Faso et au Nigéria et s'attache notamment à renforcer les capacités des services de maintien de l'ordre et du personnel du système judiciaire pénal. Le Groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans le contexte de la lutte antiterroriste de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme a lancé un projet visant à élaborer, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au Sahel, un programme national de formation des agents des services de maintien de l'ordre aux droits de l'homme, à l'état de droit et à la prévention du terrorisme. Une série de guides de référence de base sera publiée sur le droit international des droits de l'homme, l'état de droit et les pratiques optimales relatives au droit à un procès équitable et à la garantie d'une procédure régulière dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

32. Dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, l'ONUSD, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et INTERPOL apportent leur appui à la mise en œuvre du plan d'action régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria et en Sierra-Leone.

33. Le recrutement transfrontière d'enfants par des groupes armés demeure préoccupant, notamment entre l'Afghanistan et le Pakistan, le Burkina Faso et le Mali, la Côte d'Ivoire et le Libéria. Dans 17 pays, l'UNICEF a aidé les gouvernements à renforcer les cadres législatifs, les politiques et les normes visant à combattre la traite d'enfants. Des lois relatives à la traite d'êtres humains ont été rédigées ou adoptées, entre autres au Belize, dans l'État plurinational de Bolivie, au Cambodge, aux Maldives et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

34. L'écodélinquance fait peser une menace sur la sécurité et la sûreté de nombreux pays et a d'importantes répercussions sur le développement durable et l'état de droit. Dans la décision 27/9 sur la promotion de la justice, de la gouvernance et du droit au service de la viabilité de l'environnement, adoptée par le Conseil d'administration du PNUE à sa première session universelle, tenue en février 2013, les gouvernements ont noté que les atteintes à l'environnement étaient de plus en plus le fait de groupes mafieux organisés et ont rappelé que la coopération internationale, menée conformément au droit international tout en respectant les juridictions nationales, permettait de lutter plus efficacement contre ces atteintes.

35. Dans plusieurs pays africains, le commerce illégal d'espèces sauvages menace la survie des éléphants et des rhinocéros. Le PNUE s'emploie, en étroite coopération avec INTERPOL, l'ONUSD et d'autres organes concernés, à combattre ces activités illégales. En avril 2013, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de l'ONUSD a adopté une résolution sur la criminalité liées aux espèces sauvages, dans laquelle elle en soulignait la gravité et appelait à un renforcement de la coopération internationale.

### **III. Action menée par l'ONU à l'échelle nationale en matière d'état de droit**

#### **A. Cadres juridiques**

36. D'après la définition de l'état de droit énoncée par le Secrétaire général, les lois doivent être promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante et compatible avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme. L'ONU aide par conséquent les États Membres à rédiger leur constitution, ainsi que des lois et dispositions réglementaires. C'est ainsi que, pour favoriser la pleine intégration des droits des femmes dans la Constitution du Soudan du Sud, ONU-Femmes a aidé à analyser la Constitution transitoire sous l'angle de la problématique hommes-femmes et à promouvoir la participation et la citoyenneté des femmes. De même, au Zimbabwe, l'appui aux organisations de femmes a permis de prendre en compte les

droits des femmes dans le nouveau projet de constitution et d'en éliminer les dispositions discriminatoires.

37. Le secrétariat de la CNUDCI a continué à aider les États à élaborer des dispositions législatives nationales sur des questions relatives au droit commercial international. Au cours de l'année écoulée, il a fourni des conseils sur des lois portant sur les thèmes suivants : l'arbitrage aux îles Cook, dans l'État de Palestine, au Qatar et en Slovaquie; la médiation en Égypte; les opérations et la communication électroniques au Botswana; et un projet de loi sur les gages commerciaux et une loi sur l'enregistrement des nantissements en Fédération de Russie. Il a également conseillé les Gouvernements jamaïcain, kazakh, kirghize, mongol, tadjike et trinitadien sur la réforme de leur cadre réglementaire relatif à la passation des marchés publics.

38. Parmi les autres activités menées dans ce domaine figurent l'assistance apportée par le PNUD à l'élaboration d'une loi sur l'aide juridictionnelle au Monténégro; le concours prêté par l'ONUDC et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Myanmar lors de la révision du projet de loi sur les établissements pénitentiaires; l'appui de l'ONUDC à la révision de la loi afghane sur les établissements pénitentiaires et à l'élaboration d'un projet de loi contre la corruption au Soudan et au Myanmar.

39. Le Programme mondial de l'ONUDC contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme a mis au point deux lois types contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme. Elles ont permis d'aider les Gouvernements de la Mongolie, des Palaos et du Zimbabwe. L'ONUDC a également élaboré une loi type sur la justice pour mineurs assortie de commentaires y afférents, qui a permis d'aider divers pays à rédiger des dispositions législatives visant à promouvoir et protéger les droits des enfants ayant maille à partir avec la justice.

40. Dans au moins 112 pays, l'UNICEF s'emploie à améliorer les cadres juridiques et les politiques ainsi que la sensibilisation relatifs à la protection de l'enfance. Le Fonds a aidé 17 gouvernements à élaborer ou à modifier des codes de procédure pénale relatifs aux enfants ayant maille à partir avec la justice. Une assistance a également été apportée à l'élaboration de politiques, dispositions législatives et normes relatives à l'apport de soins et de services de protection dans six pays et à l'élaboration ou au suivi de normes relatives à la protection de remplacement dans 35 pays.

41. En ce qui concerne les lois sur la nationalité, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a fourni des conseils à sept pays. Pour remédier au problème de l'apatridie due à des lois sur la nationalité discriminatoires à l'égard des femmes, le Haut-Commissariat a publié une étude générale indiquant que, dans 29 pays encore, des dispositions législatives restreignaient le droit des femmes à transmettre leur nationalité à leurs enfants. Une assistance a été accordée à six pays en matière de procédure de détermination du statut officiel d'apatride et à trois pays, au titre de l'examen des lois et politiques relatives au droit d'asile.

42. S'agissant des violences sexuelles liées aux conflits, l'équipe d'experts créée par la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité a fourni des conseils sur des projets de dispositions législatives et de principes directeurs relatifs à un tribunal spécialisé en République démocratique du Congo, la Constitution de transition et la

définition de priorités en matière de réforme législative au Soudan du Sud et un projet de loi relatif à l'accès des victimes de violence sexuelle au système judiciaire et des principes directeurs destinés au Ministère de la défense sur la prise en charge par la police et l'armée des cas de violences sexuelles liées au conflit, en Colombie.

43. Les missions politiques spéciales et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont également aidé les gouvernements en ce qui concerne leurs cadres juridiques. Ainsi, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan aide le Gouvernement afghan à réviser le Code pénal; et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), le Gouvernement haïtien à élaborer de nouveaux code pénal et code de procédure pénale, ainsi que des lois contre le blanchiment d'argent et le terrorisme. En Libye, la Mission d'appui des Nations Unies a contribué à la rédaction d'une loi visant à remédier aux conflits de compétences entre systèmes judiciaires civil et militaire, et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a aidé le Gouvernement à élaborer des lois sur les armes ainsi qu'à passer en revue les dispositions législatives relatives à la police, au système pénitentiaire et à l'armée et à réviser la Constitution.

44. Le PNUE collabore avec 11 pays au renforcement de leurs lois sur l'environnement. Il a également établi des documents directifs à l'intention des décideurs pour les aider à élaborer des politiques et dispositions législatives portant sur des questions relatives à l'eau, l'énergie et l'adaptation aux changements climatiques.

## **B. Police, justice et administration pénitentiaire**

### **1. Renforcement de capacités et consolidation des institutions**

45. L'ONU continue d'apporter un appui au renforcement des capacités humaines et institutionnelles des systèmes judiciaires, de la police et de l'administration pénitentiaire. Cette action s'effectue notamment par des activités de formation. On retiendra, par exemple, l'appui à la création d'une école de la magistrature en Guinée-Bissau; un programme de renforcement des capacités des juges de canton au Myanmar; des programmes de formation à la lutte contre la corruption destinés aux agents pénitentiaires en Somalie; la formation de la police militaire et du personnel de l'armée au commandement, aux enquêtes et à l'application du principe de responsabilité au Soudan du Sud; et la formation à la justice pour mineurs dans 48 pays. Une formation portant sur le traitement des cas de violence sexuelle contre les enfants a été dispensée en Malaisie, au Mozambique et en Uruguay et, au Soudan, des policiers, des procureurs et des travailleurs sociaux ont suivi une formation consacrée aux procédures de fonctionnement des groupes de protection des familles et de l'enfance.

46. Des systèmes judiciaires indépendants, efficaces et compétents constituent l'ossature de l'état de droit, en offrant des moyens légitimes de régler des différends, d'assurer l'application du principe de responsabilité et d'accorder des réparations. Le système des Nations Unies apporte des formes très diverses d'appui, allant de l'assistance à la réforme du secteur de la justice aux réponses à des besoins spécifiques. En Haïti, la MINUSTAH et le PNUD fournissent une assistance technique au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire nouvellement établi. En Iraq, l'appui apporté à la gestion des dossiers, aux systèmes informatiques, aux modalités de fonctionnement et à l'accessibilité des tribunaux, ainsi qu'aux campagnes de

sensibilisation, ont permis d'accroître l'efficacité du système judiciaire à Bagdad, Bassorah et Arbil. La Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) a fourni au Gouvernement un programme détaillé de réforme judiciaire et législative. L'ONUDC a apporté son soutien aux systèmes de justice pénale du Kenya, de Maurice, de la République-Unie de Tanzanie et des Seychelles, pour s'assurer que les personnes inculpées d'actes de piraterie bénéficient d'un procès équitable et adéquat et sont détenues ou emprisonnées en sécurité et dans des conditions acceptables. Le PNUD a appuyé des approches sectorielles du secteur de la justice dans divers pays, comme le Bangladesh, le Libéria, le Malawi, Maurice, le Mozambique, le Népal, le Pakistan, la République démocratique populaire lao, la Somalie et le Timor-Leste.

47. La lutte contre l'impunité des auteurs de crimes sexuels ou sexistes nécessite des mesures spéciales adaptées à la nature même de ces crimes et aux difficultés particulières qu'ils présentent. En République démocratique du Congo, l'équipe d'experts de l'état de droit et des questions relatives aux violences sexuelles a soutenu les efforts menés à l'échelle nationale pour enquêter sur les crimes sexuels et poursuivre en justice les auteurs de tels crimes, notamment par l'intermédiaire des cellules d'appui aux poursuites judiciaires bénéficiant du soutien de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), lesquelles ont aidé les autorités judiciaires militaires à tenir 19 audiences foraines (jusqu'en mai 2013). Sur les 243 affaires jugées, 167 avaient trait à la violence sexuelle. En République dominicaine, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont aidé le Bureau du Procureur général à établir des modèles de prise en charge pour les divisions s'occupant des victimes de la violence fondée sur le sexe, de la violence familiale et des crimes sexuels. Au Soudan, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) s'est associée à ONU-Femmes pour organiser des séminaires de formation sur les violences sexuelles ou sexistes en vue de renforcer les capacités des juges et assistants juridiques des tribunaux de droit coutumier.

48. L'appui au renforcement des institutions du secteur de la sécurité est un élément important d'une approche globale de l'état de droit. En El Salvador, le PNUD a aidé 27 municipalités à mettre en œuvre des plans de sécurité des citoyens visant à réduire la violence. D'après les données officielles du Gouvernement, ces efforts se sont traduits par une réduction de 41,5 % des cas de violence armée et un regain de la confiance accordée aux institutions locales chargées de maintenir la sécurité.

49. Des services de police fiables et efficaces, agissant dans le strict respect des principes et normes relatifs aux droits de l'homme et veillant à la primauté du droit, sont essentiels au maintien de la sécurité et à la légitimité des fonctions des forces de l'ordre. En Afghanistan, le PNUD s'est employé, en collaboration avec le Ministère de l'intérieur, à établir ou à moderniser des centres de réception des appels à la police et à procéder aux recrutements nécessaires. Au Timor-Leste, un projet de renforcement des capacités bénéficiant du soutien de la MINUT et du PNUD a permis d'éviter des problèmes de sécurité pendant les élections de 2012. L'action menée par le système des Nations Unies tient également compte des compétences et connaissances spécialisées nécessaires pour faire face à des crimes ou délits particuliers. Par exemple, au Guatemala, l'UNICEF a apporté son soutien à l'établissement d'un service de police spécialisé chargé d'enquêter sur la violence sexuelle à l'égard des enfants; en Palestine, ONU-Femmes a aidé la police civile à élaborer une stratégie et des dispositions réglementaires portant sur la protection des

familles; et elle appuie également le renforcement des capacités de la police à combattre la violence à l'égard des femmes à Anguilla, à Antigua-et-Barbuda, en Éthiopie, au Kenya, en République dominicaine et en Thaïlande.

50. Les systèmes pénitentiaires doivent permettre de faire appliquer systématiquement les décisions judiciaires, tout en veillant à assurer des conditions de détention respectueuses de la dignité humaine et conformes aux droits de l'homme. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) prête appui et conseil à l'administration pénitentiaire nationale en mettant l'accent sur l'administration, la gestion des effectifs et le renforcement des capacités, les cadres réglementaires et la remise en état et la rénovation des établissements pénitentiaires. En République démocratique du Congo, la MONUSCO conseille constamment les autorités nationales sur l'amélioration des conditions de détention dans 24 prisons; elle effectue en outre un suivi périodique dans une soixantaine d'établissements supplémentaires, auxquels elle fournit un appui consultatif. Au Soudan, la MINUAD et le PNUD continuent de renforcer le système pénitentiaire en formant du personnel local à des méthodes d'administration pénitentiaire respectueuses des droits de l'homme, à des projets d'appui à l'amélioration des conditions de détention et à des programmes de préparation des détenus à leur réinsertion. L'ONUDC a fourni des conseils techniques et mis en œuvre des programmes complets de réforme du système pénitentiaire dans une vingtaine de pays, en mettant l'accent sur l'assistance législative, les mesures de renforcement des capacités du programme pénitentiaire et les programmes de réinsertion.

## **2. L'accès à la justice**

51. Pour faire de l'état de droit une réalité qui ne se limite pas à la création officielle d'institutions, les systèmes judiciaires doivent être entièrement accessibles à tous les individus et groupes. Le coût des conseils juridiques et des services de représentation juridique constitue à cet égard un obstacle de taille. Pour y remédier, les Nations Unies mettent en œuvre un vaste ensemble de projets visant à fournir une aide juridictionnelle. À Gaza, le PNUD a continué à apporter son soutien à un réseau d'aide juridictionnelle qui propose un ensemble de services juridiques : représentation, procédures judiciaires, médiation et arbitrage. Au Pakistan, le PNUD a établi 124 centres itinérants d'aide juridique. En 2012, ces centres ont reçu la visite de 5 429 personnes, et des services de représentation juridique ont été fournis à 123 personnes. Au Soudan du Sud, la MINUSS et le PNUD apportent leur soutien au projet d'audiences foraines, visant à accroître l'accès de la population des régions reculées à la justice et à réduire le nombre d'affaires en souffrance. Au Soudan, la MINUAD et le PNUD ont appuyé l'établissement de services d'aide juridictionnelle dans les établissements pénitentiaires du Darfour. Plus de 500 prisonniers ont bénéficié de ce programme.

52. Les Nations Unies mettent également à exécution des projets d'aide juridictionnelle destinés à des groupes précis. Ainsi, au Zimbabwe, l'UNICEF a élaboré une stratégie visant à soutenir les enfants ayant maille à partir avec la justice au moyen de l'aide juridictionnelle et de l'assistance sociale; au Mozambique, le PNUD a aidé le Ministère de la justice à renforcer l'accès aux services gratuits d'aide juridictionnelle, ce qui a bénéficié à 3 647 personnes en détention préventive. Les personnes déplacées et les réfugiés cherchant à accéder au système judiciaire se heurtent à des difficultés particulières. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient exploite un projet

triennal d'aide juridictionnelle visant à accroître l'accès des réfugiés palestiniens vivant au Liban à la justice, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés intensifie son action en vue de fournir des services d'assistance juridique et de conseils psychologiques aux victimes de violences sexuelles ou sexistes, notamment au Burundi, à Djibouti et en Ouganda.

53. Des dispositions ont également été prises pour développer des moyens d'accès à l'aide juridictionnelle. L'ONUDC, le PNUD et l'initiative Open Society Justice élaborent un manuel qui aidera les États Membres à concevoir des systèmes d'accès à l'aide juridictionnelle dès les premiers stades des enquêtes et procédures judiciaires. Le PNUE s'emploie, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, à concevoir un outil qui faciliterait l'élaboration de dispositions législatives nationales sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en ce qui concerne l'environnement.

54. Les femmes se heurtent à des obstacles particuliers en matière d'accès à la justice et les mesures à prendre devraient principalement viser à leur permettre de faire valoir leurs droits, d'obtenir protection et réparations et de régler des différends dans des conditions d'égalité véritables et non seulement théoriques. En Libye, les Nations Unies ont fourni un cadre de discussion sur les difficultés rencontrées par les femmes qui cherchent à accéder à la justice. ONU-Femmes apporte son appui à des projets visant à faciliter l'accès des femmes à la justice dans plus de 45 pays. Les diverses activités entreprises, au Siège et dans plus d'une trentaine de pays en proie à des conflits, par les entités qui composent le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit sont recensées dans une étude réalisée sous la direction d'ONU-Femmes. Cette étude permettra de renforcer l'élaboration de programmes menés en faveur de l'accès des femmes à la justice.

55. En 2012, l'UNICEF a aidé environ 94 pays à faire en sorte que le système judiciaire soit accessible et équitable pour les enfants, en veillant à ce que ceux-ci aient accès à des services juridiques et des services d'appui et que des garanties procédurales et administratives soient mises en place afin que le droit à une procédure régulière et les droits de l'enfant soient respectés chaque fois que des enfants ont affaire au système judiciaire, en quelque qualité que ce soit et non seulement en tant que délinquant présumé. Au Soudan, par exemple, 13 500 enfants ont bénéficié d'une gamme complète de services d'assistance sociale, médicale et juridique par l'intermédiaire de divisions de la protection de la famille et de l'enfant.

56. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a apporté son soutien à diverses initiatives visant à accroître l'accès des peuples autochtones à la justice et a notamment organisé une réunion d'experts dans le cadre de la vingt et unième session du Conseil des droits de l'homme; un colloque d'experts sur l'accès des peuples autochtones à la justice; ainsi qu'une étude réalisée par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones. Sur le terrain, le Bureau du Haut-Commissariat au Guatemala a mis au point un programme visant à faciliter le recours des peuples autochtones aux procédures judiciaires afin de protéger leurs droits.

### **3. Mécanismes de justice informelle**

57. Dans de nombreux pays, les mécanismes de justice informelle contribuent pour beaucoup au règlement des conflits et des différends car ils sont ancrés dans les traditions locales et leurs décisions peuvent donc être considérées comme étant plus en harmonie avec la culture. Ils sont également d'un accès plus aisé et moins coûteux

que les mécanismes de justice formelle. Il est cependant essentiel de veiller à ce que leur fonctionnement soit compatible avec les droits de l'homme et que leur coexistence avec le système judiciaire formel ne soit pas source de nouveaux conflits. Pour orienter l'action du système des Nations Unies dans ce domaine, le PNUD, ONU-Femmes et l'UNICEF ont publié en 2012 une étude dans laquelle est proposé un cadre visant à renforcer les relations des organismes de développement avec les systèmes de justice informelle. Cette étude est la plus approfondie que le système des Nations Unies ait réalisée à ce jour sur la question et présente des conclusions et recommandations fondées sur des travaux de recherche menés dans 18 pays en développement. Au Soudan, la MINUAD et ONU-Femmes organisent des stages de formation en vue d'aider les juges et assistants des tribunaux coutumiers à mieux protéger les femmes et les enfants de la violence sexuelle et sexiste.

### **C. Autres activités menées en faveur du renforcement de capacités et de la consolidation des institutions**

58. Les activités relatives au renforcement des capacités dans le domaine de l'état de droit sont de vaste portée et dépassent le cadre habituel de la réforme juridique et du renforcement du système judiciaire et des institutions chargées de l'application des lois. C'est ainsi que favoriser la déclaration des naissances constitue un moyen important de protéger les droits des enfants et leur accès aux services existants. L'UNICEF poursuit son action dans ce domaine dans 81 pays, où, au cours de l'année écoulée, 29 500 000 naissances ont été déclarées. Le Haut-Commissariat aux réfugiés aide à assurer la déclaration des naissances dans les camps de réfugiés, notamment au Kenya et en Zambie. Bien que le taux général de déclaration des naissances ait augmenté dans bon nombre de pays, il demeure difficile de procéder à l'enregistrement des naissances parmi les groupes les plus vulnérables.

59. La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des enfants, y compris les agressions et sévices sexuels, le mariage forcé et la maltraitance, demeurent une priorité importante au titre de l'assistance qu'apportent les Nations Unies. En Guinée-Bissau, cette priorité s'est traduite par une hausse des enquêtes portant sur de tels faits. Au Kirghizistan, 300 enfants victimes ou témoins d'actes de violence et de brutalités ont bénéficié de consultations et de services de réinsertion. Au Népal, 1 027 comités d'assistance juridique ont été établis dans 59 districts afin de prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes et des enfants.

60. La corruption nuit à l'état de droit et entame la légitimité et l'efficacité des institutions étatiques. L'ONUDC s'emploie, en coopération étroite avec des gouvernements, à renforcer les moyens dont disposent ces derniers pour élaborer des stratégies nationales adéquates de lutte contre la corruption. En Libye, l'ONU a aidé le Conseil national de transition à adopter des mesures législatives visant à établir une commission nationale de lutte contre la corruption. Au Timor-Leste, l'ONU a aidé une commission de ce type, au moyen de l'intégration des compétences, à entreprendre une auto-évaluation du degré de respect par le pays de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Une réunion-débat au cours de laquelle les liens entre la lutte contre la corruption et les droits de l'homme ont été examinés a également été organisée au Conseil des droits de l'homme.

61. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme renforcent la capacité d'un État de s'acquitter des obligations qui lui incombent en matière de



droits de l'homme. L'ONU a apporté son soutien à la création de la Haute Commission indépendante des droits de l'homme en Iraq. Des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des fonctionnaires de 48 pays ont suivi une formation sur la prévention du génocide, organisée avec le soutien du Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide et en partenariat avec l'Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Le PNUD s'emploie également à renforcer les capacités des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans divers pays. En Asie, par exemple, il mène des projets dans les pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Maldives, Mongolie, Népal, Philippines, Sri Lanka et Timor-Leste.

62. La CNUDCI a continué d'organiser des activités de renforcement des capacités et de formation relatives au droit commercial international. Elle a, en coopération avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT), dispensé un programme de cours de maîtrise sur la passation de marchés publics dans la perspective du développement durable et un programme de maîtrise de droit commercial international. La CNUDCI a également contribué à l'établissement d'un programme de formation à la magistrature en Géorgie, portant sur l'arbitrage en matière de commerce international. Elle a également aidé à élaborer des règles d'arbitrage destinées aux institutions d'arbitrage, notamment à la demande de la chambre de commerce de Stockholm.

63. La capacité des États de s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière d'environnement a également été accrue par des programmes ciblés de renforcement de capacités, de formation et de sensibilisation menés aux niveaux national et régional dans des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Un projet financé par l'Union européenne a permis d'aider 10 pays africains à élaborer des stratégies multipartites de collaboration relatives aux accords multilatéraux sur l'environnement et trois des États fédérés de Micronésie à définir des principes directeurs intégrés portant sur les évaluations d'impact environnemental.

## **D. Justice transitionnelle**

64. Les mécanismes et processus de justice transitionnelle contribuent au renforcement de l'état de droit et au rétablissement de la confiance accordée aux institutions étatiques. Les Nations Unies apportent dans ce domaine une assistance aux consultations nationales, aux mécanismes d'établissement de la vérité et de responsabilité judiciaires, aux réformes juridiques et aux programmes de réparations aux victimes dans plus de 25 pays.

65. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a poursuivi son action de suivi, de promotion et d'appui des processus de justice transitionnelle engagés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En novembre 2012, le Haut-Commissariat et le PNUD ont, avec le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition<sup>1</sup>, organisé une consultation régionale sur la justice transitionnelle, qui a contribué à sensibiliser les parties concernées aux principes et normes internationaux en la matière. Un

<sup>1</sup> Le premier Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition a été nommé en mai 2012. Dans son premier rapport à l'Assemblée générale (A/67/368), il a mis en exergue les moyens par lesquels la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition contribuait à consolider l'état de droit.

appui a également été apporté à la rédaction ou à la révision de lois relatives à la justice transitionnelle en Tunisie et en Libye. Au Yémen, le PNUD a apporté son soutien à la Commission chargée d'examiner les problèmes fonciers et d'y remédier et à la Commission relative aux salariés licenciés, établie en janvier 2013, en vue de renforcer la confiance qu'accorde la population aux institutions judiciaires grâce à l'octroi en temps voulu de recours aux victimes.

66. La participation véritable de tous à l'élaboration de mécanismes de justice transitionnelle permet de faire en sorte que ces mécanismes répondent non seulement aux besoins et attentes des victimes mais soient sources de transformations propices à une transition durable vers la paix et la réconciliation. En Guinée, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a aidé les coprésidents de la Commission nationale de réconciliation, les autorités nationales et la société civile à obtenir une plus vaste participation à de tels mécanismes et a apporté une assistance technique lors de la planification et de l'organisation de consultations nationales. De même, en Côte d'Ivoire, l'ONUDC a accordé une assistance technique à la Commission Dialogue, vérité et réconciliation pour élaborer un plan d'action sur les consultations nationales et mener une campagne de sensibilisation. ONU-Femmes a contribué à l'intégration des femmes dans les consultations portant sur la loi intitulée *Uganda Amnesty Act* (loi ougandaise relative à l'amnistie) et, au Mali, le PNUD a, dans le cadre d'un colloque réunissant les principales parties concernées, aidé le Ministre de la justice à établir des mécanismes de justice pénale et d'établissement de la vérité concernant les violences récentes.

67. L'établissement de la vérité quant aux violations commises par le passé est considéré non seulement comme une étape nécessaire à franchir pour qu'une collectivité puisse envisager l'avenir mais également comme une forme de réparation pour les victimes. Pour bon nombre d'entre elles, la reconnaissance des souffrances subies est aussi, voire peut-être parfois plus, importante que les indemnités financières. En octobre 2012 a été publié le rapport sur le conflit du Népal, qui recense et analyse les graves violations du droit international commises lors des hostilités qui ont eu lieu de 1996 à 2006 et est assorti d'une base de données comprenant environ 30 000 documents. Un appui a également été apporté aux mécanismes d'établissement de la vérité établis en Colombie, où le Centre national de mémoire historique a reçu le soutien du PNUD et du Haut-Commissariat, et au Libéria, où la MINUL a apporté un appui technique et financier à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme pour qu'elle mette en œuvre les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation.

68. Poursuivre les auteurs de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire constitue un aspect essentiel de la justice transitionnelle. Au Timor-Leste, un appui a été apporté au Procureur afin qu'il mène à bien les enquêtes portant sur 80 % des affaires recensées par la Commission spéciale d'enquête indépendante. En Côte d'Ivoire, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a fourni à la Commission nationale d'enquête des informations réunies par des entités des Nations Unies, ainsi qu'un appui et une formation techniques aux institutions judiciaires nationales, ce qui a permis de tenir les deux premiers procès portant sur des crimes commis lors de la situation de crise postélectorale. Le Haut-Commissariat a contribué à l'élaboration de mécanismes efficaces de protection de victimes et de témoins au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Ouganda et au Kosovo<sup>2</sup>. Le

<sup>2</sup> Les références au Kosovo sont à considérer dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

PNUD a accordé une assistance à des programmes similaires en Bosnie-Herzégovine, en Colombie, au Guatemala et au Népal.

69. Le système des Nations Unies continue de souligner à quel point il importe d'accorder réparation et assistance aux victimes lors de conflits, de périodes d'après conflit et d'autres situations de crise. En République démocratique du Congo, la MONUSCO a aidé à organiser des consultations et ateliers visant à mieux faire connaître aux associations de victimes les possibilités de réparations qui s'offrent. En Colombie, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a soutenu l'adoption de mesures de protection des personnes concernées par la restitution de terres et le PNUD a prêté assistance à 33 219 proches de victimes de disparitions forcées. Le manque de reconnaissance officielle du statut de victime fait souvent obstacle à l'obtention de réparation et d'assistance. Au Pérou, ONU-Femmes a aidé des femmes autochtones à se faire reconnaître comme rescapées du conflit armé du Sentier lumineux en s'inscrivant au Système national de réparation, qui leur donne accès à des soins de santé et autres services.

## **E. État de droit et développement durable**

70. La Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international a souligné l'interdépendance et le caractère synergique de l'état de droit et du développement. Elle a reconnu l'importance que revêtaient les cadres juridiques équitables, stables et prévisibles dans l'instauration d'un développement durable et équitable pour tous, dans la croissance économique et la création d'emplois, ainsi que dans la promotion des investissements et de l'esprit d'entreprise. La Déclaration a appelé à tenir compte dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 de la relation entre état de droit et développement. Dans son rapport sur les travaux de sa quarante-cinquième session, la CNUDCI a recommandé des mesures pratiques visant à promouvoir l'état de droit sur le plan économique en mettant l'accent sur les réformes du droit commercial à mener à l'échelle locale ([A/67/17](#), par. 221 et 222).

71. La protection de l'environnement est l'une des plus grandes priorités de notre époque. Le concept de développement durable intègre la notion de viabilité et de protection de l'environnement, qui ne peuvent se réaliser en l'absence d'un solide système fondé sur les droits de l'homme et l'état de droit. L'importance du droit de l'environnement a été réaffirmée lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et des activités organisées à cette occasion et il a été établi que l'état de droit devrait occuper une place importante lors de l'élaboration d'objectifs de développement durable. Il convient de redoubler d'efforts afin de mettre en œuvre des cadres juridiques environnementaux, les tribunaux, services de maintien de l'ordre, organismes d'audit et autres parties concernées devant en particulier être mieux à même de faire face à de nouveaux problèmes, tels que l'écodélinquance, et de renforcer le lien entre les droits de l'homme et l'environnement<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Voir « Human rights and the environment. Rio + 20: joint report OHCHR and UNEP », à l'adresse suivante : [www.unep.org/delc/Portals/119/JointReportOHCHRandUNEPonHumanRightsandtheEnvironment.pdf](http://www.unep.org/delc/Portals/119/JointReportOHCHRandUNEPonHumanRightsandtheEnvironment.pdf).

72. En 2012, le PNUE a organisé le Congrès mondial des présidents de cours, procureurs généraux et présidents de cours des comptes sur la viabilité de l'environnement et les questions connexes de justice, de gouvernance et d'état de droit. Dans le texte adopté à l'issue du Congrès, il a été demandé de renforcer les institutions internationales en vue de protéger l'environnement mondial et le rôle du droit comme élément constitutif du développement durable et des économies vertes a été affirmé<sup>4</sup>. Le Congrès a également adopté un ensemble de principes pour la promotion de la justice, de la gouvernance et du droit au service de la viabilité de l'environnement. Les Nations Unies ont en outre prêté assistance à des activités menées au niveau national en vue de renforcer l'état de droit dans le domaine de l'environnement. C'est ainsi que le PNUD a aidé la Cour suprême des Philippines à veiller à l'application du principe de responsabilité en matière de gestion des ressources, à faire appliquer le droit de l'environnement et à sensibiliser l'opinion publique.

## **IV. Coordination et cohérence au niveau mondial**

### **A. Renforcement de la coordination au Siège**

73. Les mécanismes des Nations Unies visant à assurer la coordination et la cohérence des stratégies et activités de promotion de l'état de droit ont fait l'objet d'examen approfondis. Un nouveau système à trois niveaux a été créé en conséquence, l'objectif étant de renforcer les moyens dont dispose l'Organisation pour mener ses activités de promotion de l'état de droit sur le terrain, au Siège (appui opérationnel) et sur le plan stratégique. Le pouvoir des responsables des Nations Unies sur le terrain a ainsi été renforcé, ceux-ci ayant désormais pour mission de guider et de superviser les stratégies de l'Organisation en matière d'état de droit, de surmonter d'éventuels obstacles politiques et de coordonner l'appui apporté au niveau des pays, et de rendre compte de cette mission. Si les différentes entités des Nations Unies demeurent chargées de l'exécution des programmes, de façon à optimiser leurs avantages comparatifs, les équipes de pays sont également tenues de coopérer avec les hauts responsables sur le terrain dans ce nouveau rôle.

74. Au Siège, il a été décidé que le Département des opérations de maintien de la paix et le PNUD constitueraient la cellule mondiale conjointe de coordination des activités de promotion de l'état de droit relatives à la police, à la justice et à l'administration pénitentiaire au lendemain de conflits et dans d'autres situations de crise. Ils sont ainsi chargés de fournir en temps voulu aux pays qui en font la demande une assistance de qualité dans ces différents domaines, par leurs connaissances de la situation mondiale, leur personnel et leurs conseils sur les évaluations, la planification, le financement et les partenariats. La cellule de coordination est également chargée de réunir toutes les entités des Nations Unies à même d'agir en faveur de l'état de droit afin de répondre aux demandes des pays relevant de l'ensemble du système. Le Département et le PNUD coopèrent étroitement, ainsi qu'avec d'autres partenaires des Nations Unies, dans divers pays, dont la Côte d'Ivoire, Haïti, la Libye, le Mali, la République démocratique du Congo et la Somalie. La cellule de coordination est animée d'un projet commun et

---

<sup>4</sup> Accessible à l'adresse suivante : [www.unep.org/delc/worldcongress/Portals/24151/UNEPGC.27-13-Francais.pdf](http://www.unep.org/delc/worldcongress/Portals/24151/UNEPGC.27-13-Francais.pdf).

sa priorité, axée sur le terrain, vise à améliorer l'appui apporté par les Nations Unies aux pays en situation de crise. Collaborer dès les premiers stades de la planification contribuera à mobiliser les moyens disponibles, à tirer parti des ressources extérieures et à éviter les activités faisant double emploi. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et ONU-Femmes procèdent en outre à des regroupements de personnel dans la perspective d'une coordination et d'une cohérence accrues.

75. Sur le plan stratégique, le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, présidé par le Vice-Secrétaire général, assure la direction d'ensemble des activités dans le domaine de l'état de droit. Il a pour mission de veiller à ce que les Nations Unies aient les moyens d'anticiper de nouvelles possibilités d'action, d'apporter des solutions aux difficultés nouvelles et de nouer des partenariats avec diverses parties prenantes. Les modifications apportées au mandat du Groupe tiennent compte des nouvelles réalités et nouveaux acteurs dans le domaine de l'état de droit et témoignent d'une approche à la fois plus stratégique des grands choix politiques et des relations extérieures et plus modulable de la coordination. En mars 2013, les chefs de secrétariat des entités membres du Groupe se sont réunis pour définir l'ambition et les priorités de l'action des Nations Unies en faveur de l'état de droit.

## **B. Action stratégique et action commune dans les pays**

76. Depuis qu'ils ont été officiellement chargés de leur mission de coordination, le PNUD et le Département des opérations de maintien de la paix ont mené des missions communes d'évaluation et de planification en Afghanistan, en Haïti, en Libye et en Somalie. Une équipe a également été dépêchée à Nairobi pour concourir à l'action des Nations Unies en Somalie en aidant à élaborer la stratégie nationale de promotion de l'état de droit dans le cadre de la mission d'examen stratégique et d'évaluation technique en Somalie, dirigée par le Département des affaires politiques. Le PNUD et le Département ont ensuite uni leurs efforts pour planifier et établir une nouvelle Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, dont les activités ont débuté en juin 2013. En avril 2013, une équipe composée de représentants du Département des opérations de maintien de la paix, du PNUD et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a entrepris une mission en Haïti pour aider à élaborer un document d'orientation de l'ONU sur l'état de droit et le projet de plan d'appui national de la cellule mondiale de coordination. La cellule mondiale de coordination achève actuellement les plans d'appui national pour répondre aux sollicitations qu'ont reçues les entités des Nations Unies en Côte d'Ivoire, en Haïti, au Libéria et en Libye. À la demande de la MINUL, de l'ONUCI, de la MONUSCO et des bureaux du PNUD, la cellule de coordination a facilité le déploiement de spécialistes. Elle bénéficiera du concours des États Membres qui lui affecteront des experts, de l'appui de centres de réflexion et autres institutions universitaires et de la coopération étroite d'autres acteurs multilatéraux tels que la Banque mondiale et l'Union européenne.

77. La coopération interinstitutions et les initiatives communes contribuent à mieux utiliser les ressources disponibles et à accroître la cohérence et l'efficacité de l'assistance apportée par les Nations Unies au niveau des pays. Des initiatives communes sont menées dans un grand nombre de pays et de domaines. Ainsi, l'UNICEF et l'OIT poursuivent leur collaboration en vue d'éliminer le travail des enfants et ont apporté leur appui à des alliances conclues avec les secteurs public et

privé dans sept pays. La CNUDCI et l'ONUDC coordonnent la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption concernant les passations de marchés publics, notamment en conseillant les Gouvernements indien et mexicain sur les réformes de leurs cadres juridiques et réglementaires dans ce domaine. L'ONUDC, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le FNUAP, l'UNICEF et ONU-Femmes ont uni leurs efforts au Guatemala dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet d'appui aux enquêtes criminelles portant sur le trafic d'êtres humains.

### **C. Développement des partenariats**

78. Le renforcement de l'état de droit nécessite la participation active d'entités publiques et privées, ainsi que des approches intégrées et multidisciplinaires. L'Organisation reste acquise à l'établissement et à l'approfondissement de partenariats véritables avec un vaste ensemble d'acteurs.

79. Les Nations Unies coopèrent avec la société civile par de nombreux moyens. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie apporte par exemple un appui direct en finançant des projets. Pour l'année 2013, le Fonds a reçu 3 014 propositions de projet d'organisations de la société civile de 133 pays. La moitié des financements de l'année a été accordée à des projets menés dans le domaine de l'état de droit. Ces projets consistent notamment à appuyer des systèmes de suivi du respect de la constitution, à renforcer les moyens disponibles pour mettre à profit les dispositions législatives relatives à la liberté d'information, ou encore à développer les systèmes d'avocats commis d'office et l'accès à la justice, et à défendre les droits des minorités.

80. À titre d'exemple de partenariat, on citera également les travaux menés dans divers pays par l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions relatives aux violences sexuelles, qui met à profit les moyens, les compétences et les connaissances des gouvernements et des organisations de la société civile dans les pays auxquels elle apporte son assistance, tout en complétant l'action des Nations Unies menée sur le terrain et en renforçant les efforts déployés par les gouvernements, afin d'assurer l'appropriation et la viabilité de l'action menée.

81. Le partenariat avec la Banque mondiale continue de revêtir beaucoup d'importance pour l'Organisation. La Banque mondiale a été invitée à prendre part aux débats du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et à examiner comment renforcer cette coopération avec l'Organisation visant à apporter un appui aux pays touchés par des conflits.

### **D. Renforcement de l'état de droit au sein de l'Organisation**

82. Le système interne d'administration de la justice est un aspect essentiel du respect de l'état de droit au sein de l'Organisation et pour ses fonctionnaires. Au 30 juillet 2013, le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies avait rendu 838 jugements et le Tribunal d'appel des Nations Unies 220 arrêts.

## **V. La voie à suivre**

83. Dans la Déclaration adoptée au terme de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, le Secrétaire général a été prié de faire des propositions sur les méthodes et les moyens à employer pour renforcer encore, avec une large participation des parties prenantes, les liens entre l'état de droit et la triple vocation de l'Organisation des Nations Unies : paix et sécurité, promotion des droits de l'homme, développement.

84. Pour donner suite à cette demande, des consultations ont été engagées avec un ensemble d'interlocuteurs aussi divers que possible. Ces contributions ont débuté par la contribution d'éminents experts, qui exposeront dans une série d'articles leurs réflexions sur l'état de droit. Ces articles serviront de point de départ à des débats et échanges plus approfondis avec les États Membres, la société civile, le monde de l'entreprise et les milieux universitaires. Le bilan de ces consultations, qui se poursuivent à l'heure actuelle, sera présenté à l'Assemblée générale dans un additif au présent rapport.

---